



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 150 – 4^e trimestre 2011

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	4
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière	9
<i>Les avoirs des ménages</i>	<i>10</i>
<i>Les avoirs des sociétés</i>	<i>11</i>
3. L'endettement des agents économiques	13
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	13
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>14</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>14</i>
<i>L'endettement des collectivités locales</i>	<i>15</i>
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	16
4. Les engagements bancaires	17
4.1 Les engagements sectoriels	17
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité	19
5. Rappel des taux	20
5.1 Taux réglementés	20
5.2 Principaux taux de marché	20
5.3 Taux de l'usure	20
6. Monnaie fiduciaire	21
6.1 Emission de billets euros	21
6.2 Emission de pièces euros	21

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, est considéré comme installé localement un établissement qui possède une représentation locale significative, avec au moins un agent permanent localement. Les établissements ne remplissant pas cette condition sont considérés comme non installés localement. La Poste et le Trésor Public sont assimilés à des établissements locaux.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, LDD et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuille-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre-et-Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia Crédit Local, la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

1. Evolution monétaire et financière internationale

Les perspectives de croissance mondiale se sont assombries au 4^{ème} trimestre 2011 et les risques financiers se sont intensifiés. Les tensions dans la zone euro, ainsi que les risques pesant sur la stabilité financière, n'ont cessé de s'accroître durant cette période.

Au 4^{ème} trimestre, la croissance américaine est demeurée faible (+ 0,7%), mais en légère augmentation par rapport au trimestre précédent. Les consommateurs américains ont diminué leur taux d'épargne et les entreprises ont maintenu un solide niveau d'investissement fixe.

En Asie, le ralentissement de la demande intérieure et la détérioration de l'environnement extérieur dans les économies émergentes ont conduit à un repli du taux de croissance moyen. Les prévisions de croissance pour 2012 pour cette zone, bien qu'en recul par rapport aux années précédentes, restent soutenues. Le Japon devrait être le seul pays en 2012 à mener une politique budgétaire expansionniste du fait du coût de la reconstruction après la catastrophe qui a frappé le pays en 2011. Afin de contenir la progression du Yen, le Premier ministre japonais envisagerait de créer un fonds souverain.

Dans la zone euro, on observe une contraction du PIB de 0,3% au 4^{ème} trimestre et le FMI prévoit pour 2012 une récession modérée (-0,5%), avec une quasi-atonie des économies française et allemande. La baisse de l'activité sur le dernier trimestre a été particulièrement forte au Portugal, en Grèce, et en Italie. Même l'Allemagne a vu son activité économique se contracter de 0,2%. En France, le PIB a augmenté de 0,3%, tiré par la production manufacturée (+ 0,6 %) et le dynamisme de l'investissement des entreprises (+ 1,4 %). Cependant, contrairement à la France qui connaît un déficit commercial record en 2011, l'Allemagne a vu son excédent commercial croître de 11,4% et est devenue le 2^{ème} exportateur mondial après la Chine et devant les Etats-Unis.

Le déficit budgétaire total de la zone euro a diminué, de l'équivalent de 2% du PIB de la zone en 2011, principalement lié à la baisse du déficit allemand. Bien que la France ait également réduit son déficit budgétaire (soit l'équivalent de 1,4% de son PIB) les difficultés croissantes de la zone euro dans les domaines politique, financier et monétaire ont conduit l'agence de notation Standard & Poor's à abaisser la note à long terme de la France de « AAA » à « AA+ ». Standard & Poor's a également revu les notes à long terme de 9 états de la zone euro et confirmé les notes de 7 autres. Moody's a placé le triple A français sous surveillance négative et a dégradé les notes de 6 pays européens.

En matière de politique monétaire, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé le 9 février 2012 de maintenir les taux directeurs inchangés en soulignant que « par ces mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous continuons de soutenir le fonctionnement du secteur financier de la zone euro, et donc le financement de l'économie réelle ». En décembre 2011, la BCE a lancé une opération de prêts à trois ans à laquelle 523 banques ont participé à hauteur de 489 milliards d'euros. La BCE a renouvelé cette opération fin février 2012 : 800 établissements bancaires ont participé à l'opération pour un montant de 529,5 milliards d'euros. Par ailleurs, la BCE a décidé d'accroître les disponibilités de garanties en autorisant les banques centrales nationales de l'Eurosystème, à titre temporaire, à accepter des créances privées supplémentaires.

En janvier 2012, les prix des matières premières importées augmentent. Avec le froid et les tensions géopolitiques mais aussi avec la faiblesse de l'euro, le prix du pétrole brut, est de nouveau orienté à la hausse. Le prix du baril n'a quasiment jamais été aussi élevé dans l'histoire du pétrole

2. Evolution financière et bancaire à Saint-Pierre-et-Miquelon

Dans un contexte d'amélioration de la conjoncture économique fin 2011, l'activité du secteur bancaire est relativement bien orientée au quatrième trimestre. La collecte des dépôts progresse par rapport au trimestre précédent, dynamisée par la hausse des dépôts à vue. Par ailleurs la légère diminution des crédits octroyés ce trimestre porte essentiellement sur les crédits d'exploitation et à la consommation ainsi que sur les créances douteuses, tandis que les crédits d'investissement continuent de progresser.

Sur un an, l'activité bancaire est en revanche plus contrastée. Le montant des dépôts à vue se contracte pour le septième trimestre consécutif, tandis que la progression de l'épargne de long terme, qui avait connu un essor significatif au début de l'année 2010, présente des signes d'essoufflement. Seule l'épargne des ménages continue de progresser sur un an pour le troisième trimestre consécutif, l'incertitude sur l'évolution de la situation économique incitant à adopter un comportement de prudence.

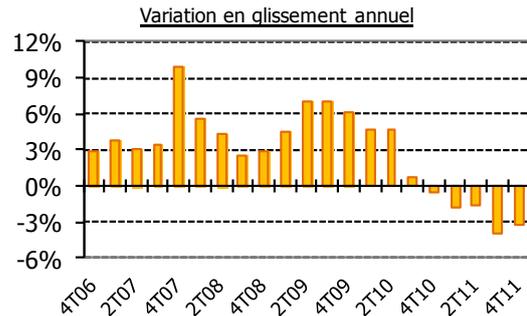
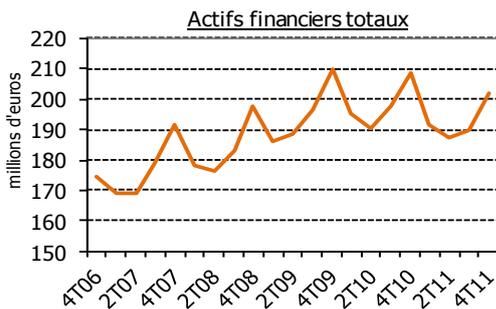
L'encours des crédits accordés sur un an poursuit son évolution à la hausse. Cette progression tend toutefois à se ralentir depuis le début de l'année 2010 malgré le dynamisme de la demande de crédit de la part des ménages et des entreprises, principalement en raison de la baisse tendancielle des financements octroyés aux collectivités locales. En revanche le taux de créances douteuses atteint 6,5%, soit le plus bas taux depuis la fin de l'année 2004, signe d'une amélioration significative de la qualité des risques.

2.1. Progression des actifs financiers sous l'effet d'une hausse des dépôts à vue

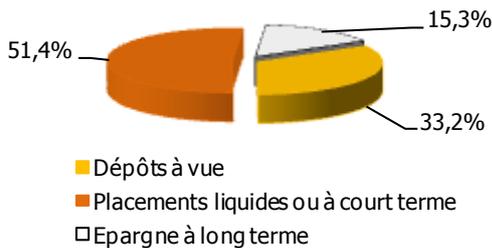
Les actifs financiers détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon à fin décembre 2011 progressent de 6,4% par rapport au trimestre précédent. Cette progression, observée pour l'ensemble des agents, est principalement imputable à la hausse significative de 17,1% du montant des dépôts à vue.

Cette évolution trimestrielle fait toutefois figure d'exception : sur un an, les actifs financiers connaissent une évolution défavorable (-3,2%), soit le cinquième trimestre consécutif de diminution. La progression des dépôts à vue sur un trimestre ne permet pas d'enrayer leur diminution significative sur un an (-12,7%).

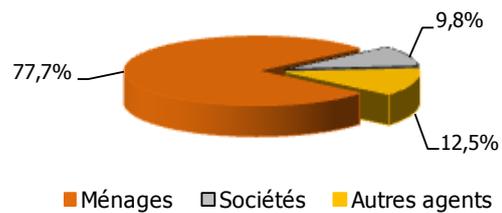
Le montant total des actifs s'établit ainsi à 201,8 millions d'euros au 31 décembre 2011, en hausse de 12,1 millions d'euros par rapport à fin septembre. La part des actifs détenus par les ménages s'accroît au quatrième trimestre et approche les 78%. En effet, ils progressent de 2,5% sur le trimestre et de 2,2% sur un an. Dans le même temps, si les actifs des entreprises (+29,3%) et des collectivités locales (+18,3%) progressent sensiblement sur un trimestre, ils sont en revanche en recul respectif de 10,2% et 23,7% sur un an.



Répartition des actifs financiers par nature au 31 décembre 2011



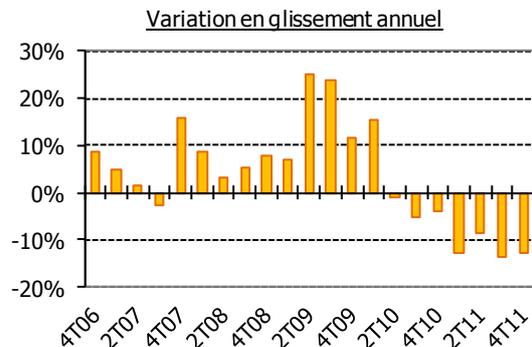
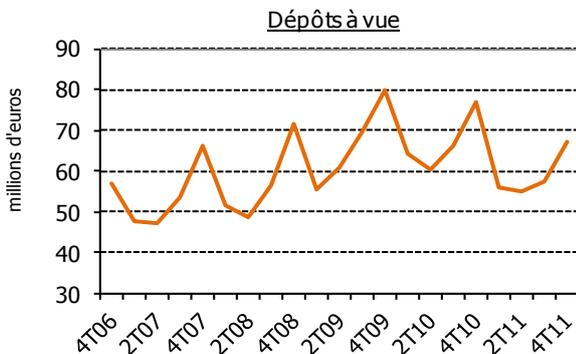
Répartition des actifs par agent au 31 décembre 2011



a) Progression des liquidités collectées auprès de l'ensemble des agents

Les **dépôts à vue**, qui représentent un tiers des actifs détenus par l'ensemble des agents locaux, progressent de 17,1% sur le trimestre. Cette hausse touche principalement les entreprises (+34,2%) et les collectivités locales (+31,2%).

Cette évolution favorable n'est cependant pas suffisante pour retrouver le montant observé à la même période de l'année précédente. Sur un an, le montant des dépôts à vue diminue de 12,7%, et concerne l'ensemble des agents économiques, en particulier les collectivités locales (-31,7%). Il s'agit du septième trimestre consécutif de baisse sur un an.

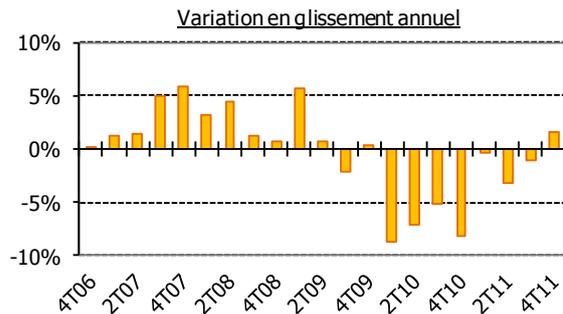
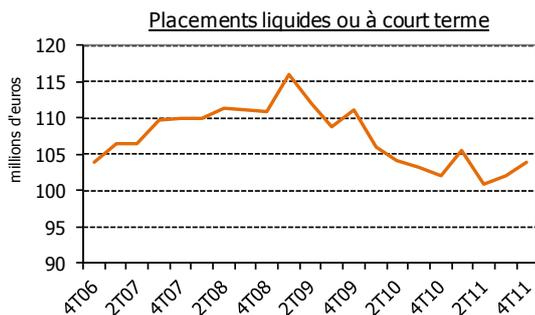


b) Les placements liquides ou à court terme de nouveau bien orientés

Les placements liquides ou à court terme, qui représentent un peu plus de la moitié des actifs détenus par l'ensemble des agents, affichent une hausse de 1,7% sur un trimestre, confirmant ainsi l'orientation favorable observée le trimestre précédent. Cette évolution touche l'ensemble des actifs de court terme : les comptes d'épargne à régime spécial progressent de 2,1%, tandis que les placements indexés sur les taux du marché sont en hausse de 1,3%. Il existe toutefois des disparités entre les agents ; si les placements des ménages et des entreprises progressent respectivement de 2,2% et 8,4% sur le trimestre, ceux des collectivités locales se contractent de 6,5%.

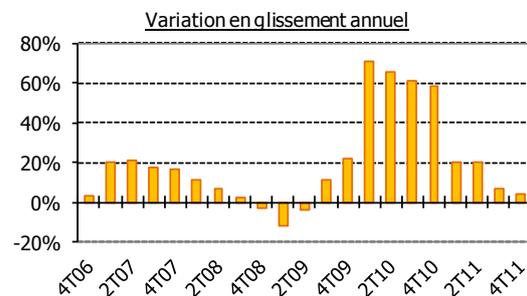
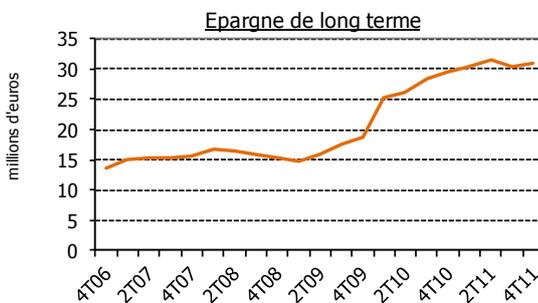
La tendance sur un an est similaire : après sept trimestres consécutifs de baisse en glissement annuel, les placements liquides et à court terme progressent de 1,7% au quatrième trimestre 2011. Les évolutions par agent sont toutefois différentes : les placements des ménages et des collectivités progressent respectivement de 3,1% et 11,5% tandis que les placements des entreprises se contractent de 37,0%.

En glissement annuel, les incertitudes entourant les marchés financiers provoquent une diminution des placements indexés sur les taux du marché (-6,4 %) au profit de livrets d'épargne bancaire plus sûrs (progression de 20,7% du livret A).



c) Progression de l'épargne de long terme

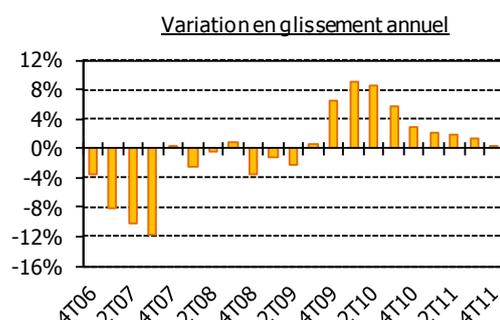
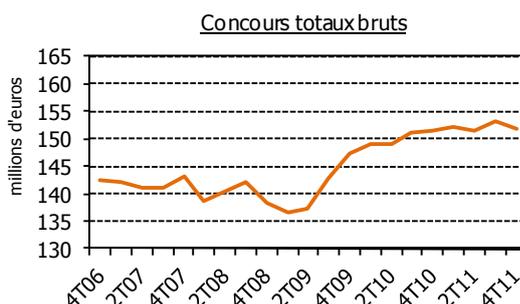
L'épargne de long terme (15,3% des actifs) progresse de 1,9% sur le trimestre, et concerne l'ensemble des placements. Cette amélioration se confirme sur un an (+4,7%), témoignant ainsi de l'attractivité des produits d'épargne de long terme, même si la progression tend à se ralentir après quatre trimestres de forte hausse en 2010. Toutefois, seul le dynamisme de l'assurance vie (+8,9%) permet à ce type de placement de progresser : les PEL et les OPCVM reculent respectivement de 2,0% et 10,1%.



2.2. Léger recul des financements bancaires

L'encours brut total des crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit recule légèrement au quatrième trimestre (-0,9%) après une progression de 1,1% le trimestre précédent. En décembre 2011, les encours s'élevaient à 151,9 millions d'euros.

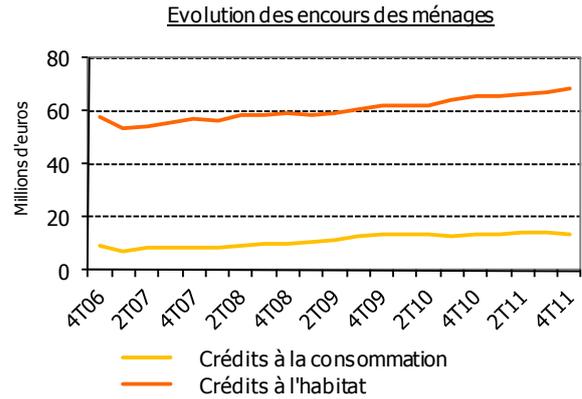
Sur un an toutefois, l'encours brut augmente de 0,3% après une hausse de 1,3% au trimestre précédent, dans un contexte d'amélioration de la conjoncture économique en fin d'année. L'encours sain progresse à un rythme supérieur (+1,3%), témoignant ainsi d'une amélioration de la qualité des risques.



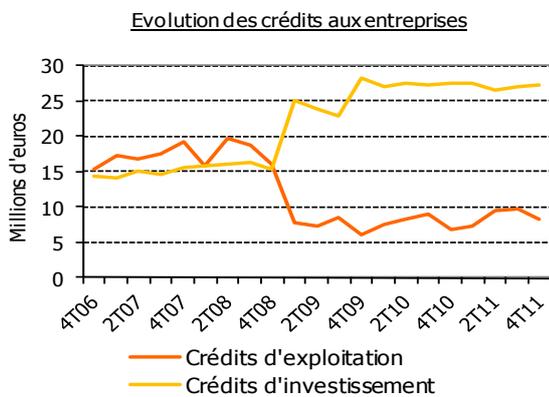
a) Dynamisme confirmé des crédits aux ménages

L'**encours sain des ménages** progresse de 1,3% sur le trimestre et s'établit à 82,7 millions d'euros (58% de l'encours sain total). Les crédits à la consommation affichent cependant une diminution par rapport au trimestre précédent (-2,1%) tandis que les crédits à l'habitat poursuivent leur progression (+2,1%).

Sur un an, l'encours sain des ménages confirme sa progression (+4,2%). Les crédits à la consommation augmentent de 1,4% dans un contexte de hausse des importations de biens de consommation tandis que les crédits à l'habitat croissent de 4,8%.



b) Diminution des crédits aux entreprises



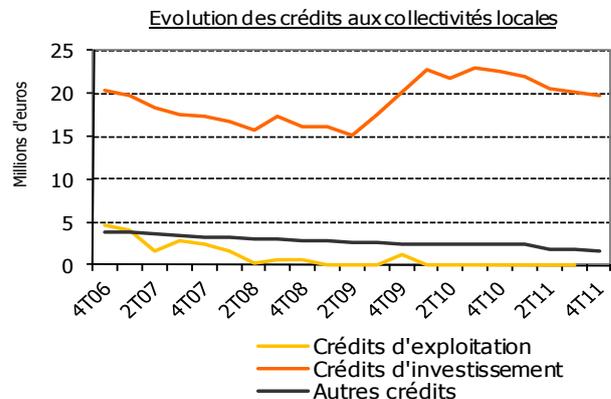
L'**encours sain des entreprises** recule de 2,8% et repasse sous la barre des 37 millions d'euros. Si les crédits d'exploitation se contractent de 14,5% sur le trimestre, les crédits d'investissement affichent quant à eux une progression de 1,4%.

Sur un an les crédits aux entreprises affichent une hausse de 3,9%, soit le neuvième trimestre consécutif de progression annuelle, tirés par les crédits d'exploitation qui augmentent de 20,1%. A l'inverse, les crédits à l'équipement sont en baisse de 0,6%.

c) Stabilisation des crédits de long terme aux collectivités locales

L'**encours sain des collectivités locales** se stabilise sur le trimestre (+0,1%) et reste aux alentours de 22,0 millions d'euros à la fin 2011.

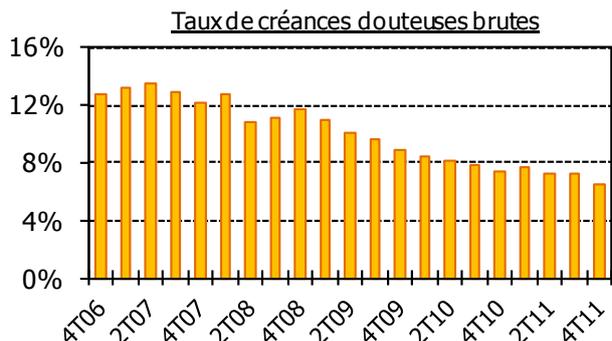
Sur un an en revanche, l'encours se contracte de 11,8%. Les collectivités locales poursuivent en effet le remboursement de leurs crédits après une demande importante de financement à la fin de l'année 2009.



2.3. Réduction des créances douteuses

Les **créances douteuses brutes** se contractent de 11,0% ce trimestre alors qu'elles affichaient une hausse de 2,2% au trimestre précédent, et s'établissent à 9,9 millions d'euros. Cette évolution est principalement la conséquence de l'amélioration de la qualité des risques. Les créances douteuses nettes diminuent de 28,2%, tandis que la baisse des provisions est limitée à 2,4% au quatrième trimestre. Le taux de créances douteuses recule donc de 0,8 point et atteint 6,5% en décembre 2011.

Le **taux de provisionnement** est en hausse de 6,4 points sur un trimestre et s'établit à 73,1%. Il était de 74,4% un an plus tôt.



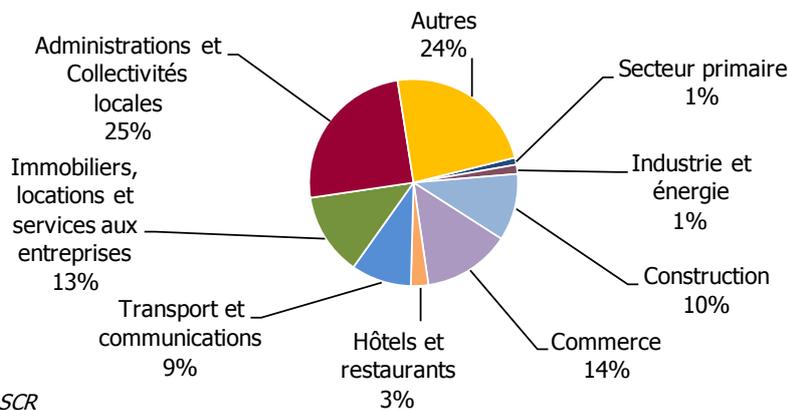
3. Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les encours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France (actuellement de 25 000 euros).

L'encours total en septembre 2011, progresse de 3,3% sur le trimestre. L'évolution trimestrielle des encours varie fortement selon les secteurs. La catégorie **autres** (santé, activités scientifiques et techniques, services administratifs, activités financières et activités récréatives) progresse de 10,6% par rapport au trimestre précédent, tandis que l'encours du **secteur primaire** enregistre une hausse de 8,2%. Parmi les encours en baisse se trouvent les secteurs des **transports et communications** (-2,8%) et des **administrations et collectivités locales** (-1,7%). Ce dernier concentre par ailleurs plus de 18 millions d'encours, soit un quart du total des risques de la place.

Sur un an l'encours total suit une tendance inverse puisqu'il recule de 7,9% par rapport à septembre 2010 principalement en raison d'une diminution de l'encours des collectivités locales. Le secteur des **transports et communications** enregistre une baisse de 30,7% et sa part dans l'encours total se contracte de trois points (9,4% en septembre 2011 contre 12,4% un an auparavant). En revanche l'encours du secteur de l'**immobilier** progresse de 4,1% et gagne 1,5 point sur un an.

Répartition des encours déclarés par secteur en septembre 2011

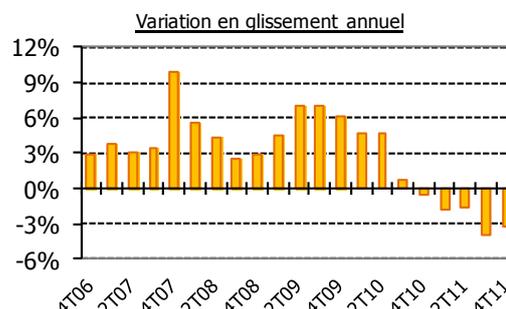
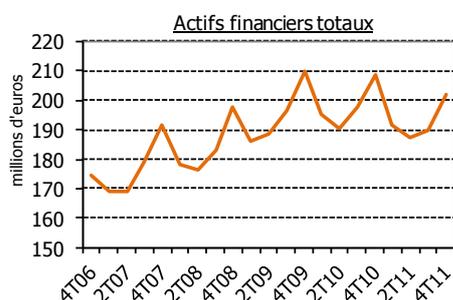


Source: SCR

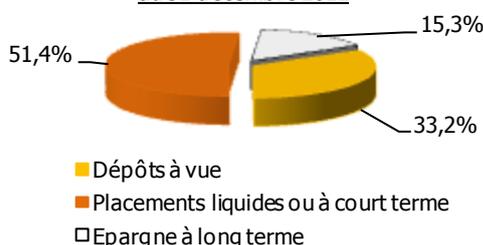
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

Actifs par agent										Variations	
	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 an	1 trim
Sociétés	25,825	18,964	16,885	19,241	21,916	16,595	15,197	15,232	19,689	-10,2%	29,3%
Dépôts à vue	21,033	14,522	12,788	14,067	16,904	12,636	11,972	12,319	16,532	-2,2%	34,2%
Placements liquides ou à court terme	4,792	4,442	4,097	5,226	5,011	3,958	3,225	2,912	3,156	-37,0%	8,4%
Comptes d'épargne à régime spécial									0,008		
Placements indexés sur les taux du marché	4,792	4,442	4,097	5,226	5,011	3,958	3,225	2,912	3,148	-37,2%	8,1%
<i>dont comptes à terme</i>	4,792	4,442	4,097	5,226	5,011	3,958	3,225	2,912	3,148	-37,2%	8,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>											
<i>dont certificats de dépôts</i>											
Epargne à long terme			0,001	0,001	0,001	0,001	0,001		0,001		
<i>dont OPCVM non monétaires</i>											
Ménages	154,887	153,259	149,788	150,129	153,456	153,185	152,379	153,086	156,843	2,2%	2,5%
Dépôts à vue	35,284	32,106	30,062	30,044	32,914	28,480	29,949	30,889	32,095	-2,5%	3,9%
Placements liquides ou à court terme	100,958	95,901	93,561	91,720	90,980	94,269	90,971	91,869	93,844	3,1%	2,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	47,683	44,680	45,817	47,189	47,055	48,690	49,140	49,876	51,147	8,7%	2,5%
<i>Livrets ordinaires</i>	41,256	38,122	39,259	40,252	39,728	40,863	41,361	41,742	42,547	7,1%	1,9%
<i>Livrets A et bleu</i>	5,977	6,116	6,116	6,486	6,860	7,363	7,322	7,649	8,089	17,9%	5,8%
<i>Livrets jeunes</i>	0,428	0,405	0,405	0,406	0,425	0,405	0,401	0,424	0,432	1,6%	1,8%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>								0,016			
<i>CODEVI</i>					0,005	0,010	0,006	0,002	0,005	6,6%	155,4%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0,022	0,037	0,037	0,037	0,038	0,049	0,051	0,043	0,074	96,1%	71,3%
Placements indexés sur les taux du marché	53,275	51,221	47,744	44,531	43,925	45,579	41,831	41,993	42,697	-2,8%	1,7%
<i>dont comptes à terme</i>	52,176	50,122	46,630	43,420	42,794	44,448	40,768	40,859	41,563	-2,9%	1,7%
<i>dont bons de caisse</i>	1,099	1,099	1,114	1,110	1,131	1,131	1,063	1,134	1,134	0,3%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>				0,001							
Epargne à long terme	18,645	25,252	26,165	28,364	29,562	30,436	31,459	30,329	30,904	4,5%	1,9%
<i>Plans d'épargne logement</i>	2,253	2,364	2,367	2,529	2,799	2,772	2,663	2,587	2,734	-2,3%	5,7%
<i>Plans d'épargne populaire</i>											
<i>Autres comptes d'épargne</i>											
<i>Portefeuille-titres</i>							0,042	0,041	0,051		24,4%
<i>OPCVM non monétaires</i>	5,126	5,291	4,593	5,075	5,195	5,529	5,884	4,582	4,640	-10,7%	1,3%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	11,266	17,597	19,205	20,760	21,568	22,135	22,876	23,119	23,479	8,9%	1,6%
Autres agents	28,929	22,897	23,828	28,296	33,113	22,028	19,818	21,366	25,279	-23,7%	18,3%
Dépôts à vue	23,505	17,379	17,378	22,026	26,998	14,783	13,144	14,066	18,453	-31,7%	31,2%
Placements liquides ou à court terme	5,424	5,518	6,450	6,270	6,115	7,246	6,666	7,293	6,818	11,5%	-6,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,915	4,006	2,088	4,144	3,841	4,383	4,128	4,854	4,716	22,8%	-2,8%
Placements indexés sur les taux du marché	1,509	1,512	4,362	2,126	2,274	2,863	2,539	2,439	2,102	-7,6%	-13,8%
<i>dont comptes à terme</i>	1,509	1,512	4,362	2,126	2,274	2,863	2,539	2,439	2,102	-7,6%	-13,8%
Epargne à long terme	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,007	0,007	0,008		4,6%
TOTAL	209,641	195,120	190,501	197,596	208,485	191,809	187,394	189,684	201,811	-3,2%	6,4%
Dépôts à vue	79,822	64,007	60,227	66,138	76,817	55,899	55,065	57,274	67,080	-12,7%	17,1%
Placements liquides ou à court terme	111,174	105,861	104,108	103,092	102,105	105,473	100,862	102,074	103,818	1,7%	1,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	51,598	48,686	47,905	51,209	50,895	53,073	53,268	54,729	55,870	9,8%	2,1%
Placements indexés sur les taux du marché	59,576	57,175	56,203	51,883	51,210	52,400	47,595	47,344	47,948	-6,4%	1,3%
Epargne à long terme	18,645	25,252	26,166	28,365	29,562	30,437	31,467	30,336	30,913	4,6%	1,9%

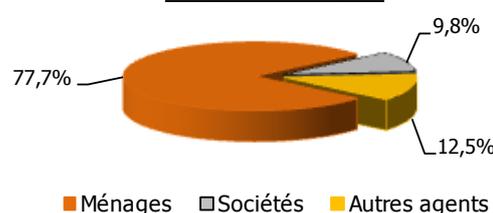
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par nature au 31 décembre 2011

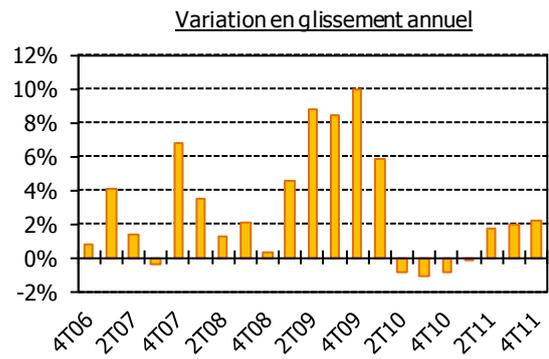
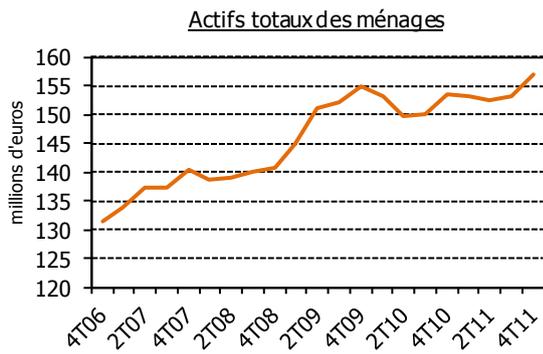


Répartition des actifs par agent au 31 décembre 2011

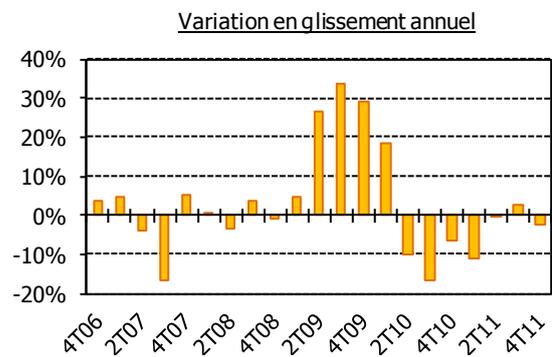
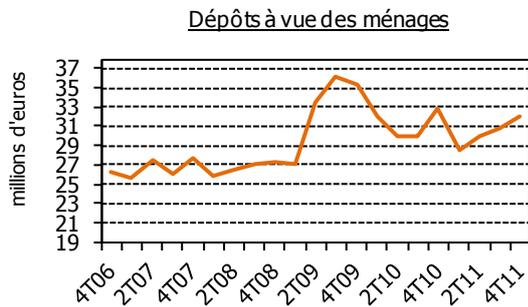


Les avoirs des ménages

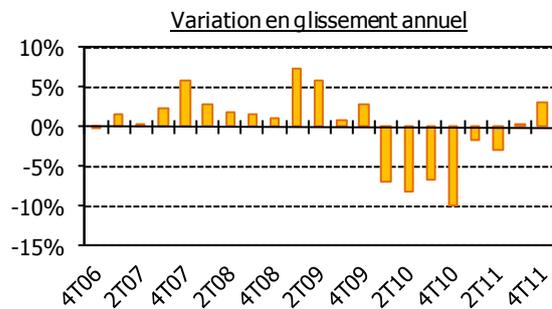
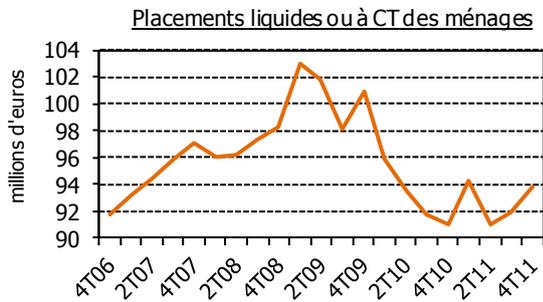
Total des actifs financiers



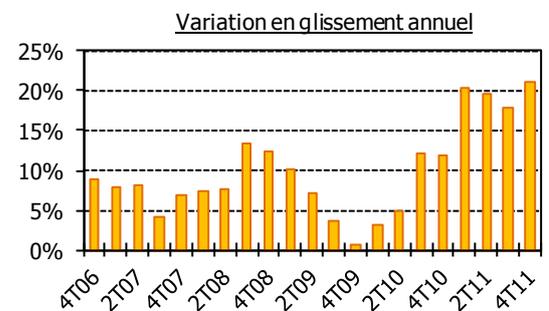
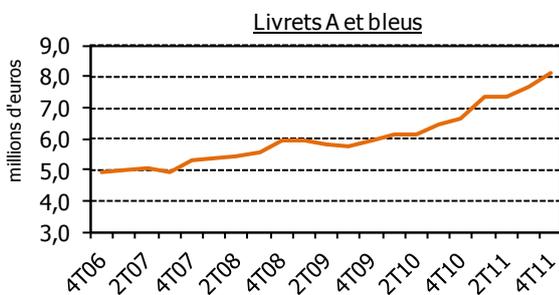
Dépôts à vue



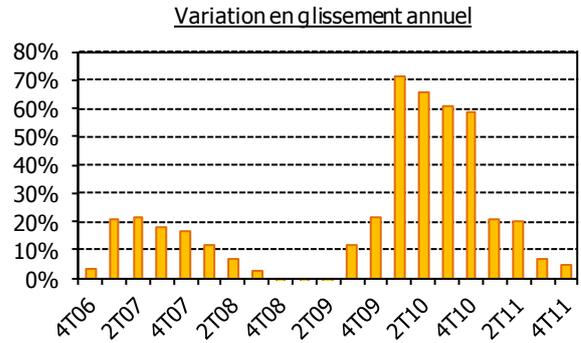
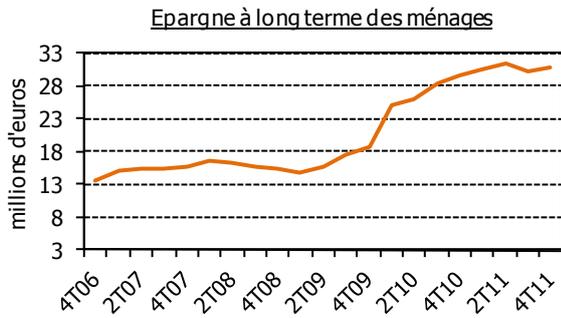
Placements liquides ou à court terme



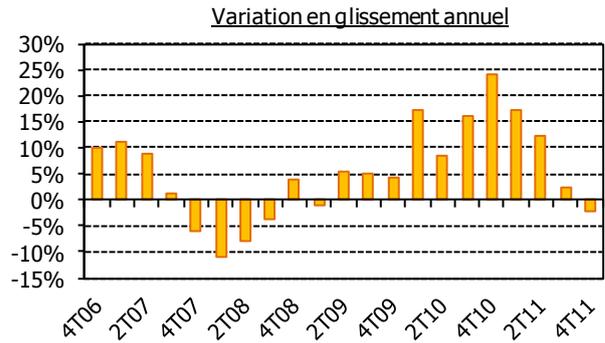
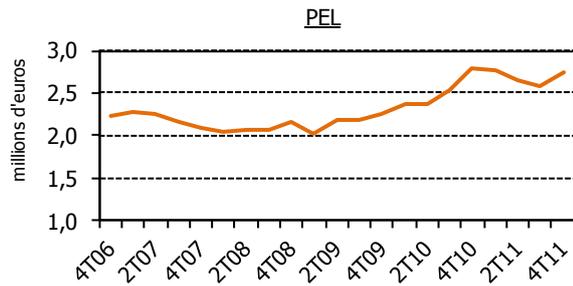
Livrets A et bleu



Epargne à long terme

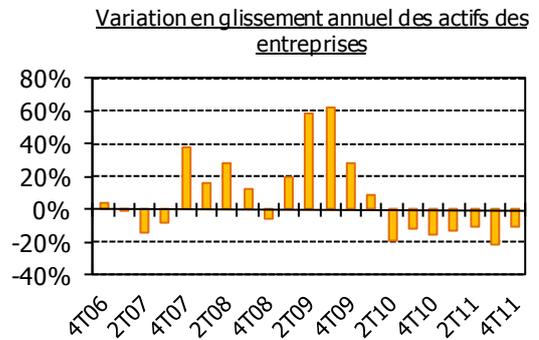
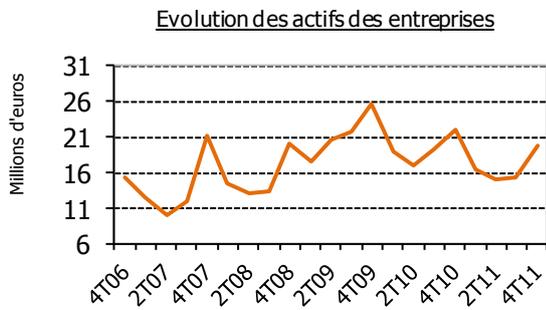


Plans d'épargne logement

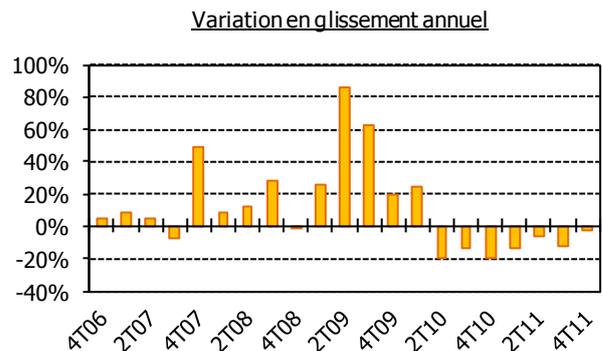
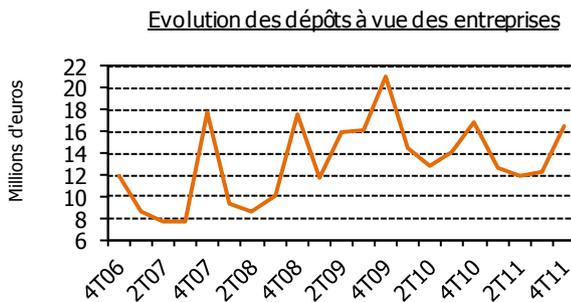


Les avoirs des entreprises

Total des actifs financiers

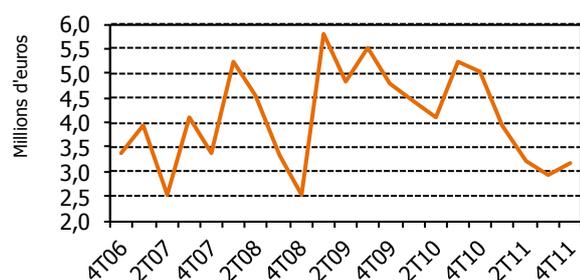


Dépôts à vue

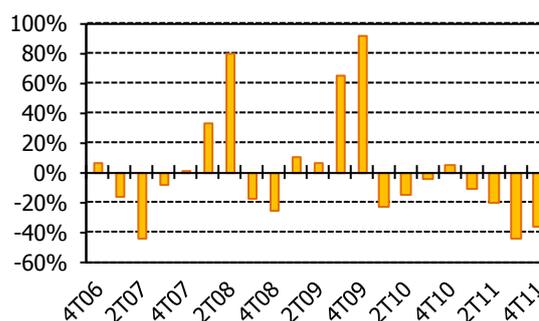


Placements liquides ou à court terme

Evolution des placements liquides des entreprises



Variation en glissement annuel



Les actifs par nature

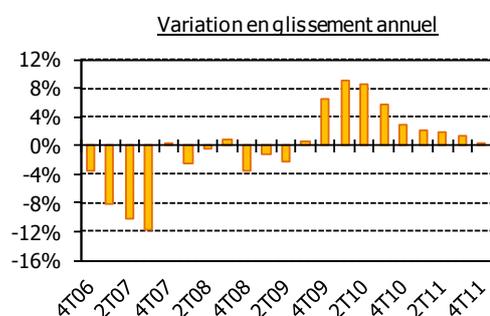
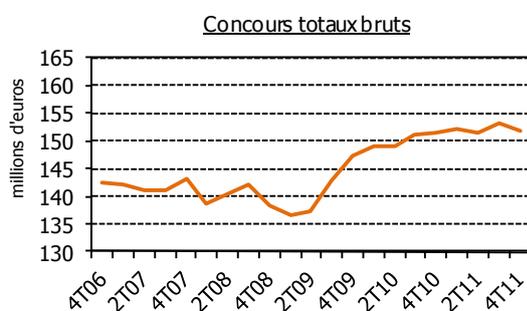
Actifs par nature	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	Variations	
										1 an	1 trim
Dépôts à vue	79,822	64,007	60,227	66,138	76,817	55,899	55,065	57,274	67,080	-12,7%	17,1%
Placements liquides ou à court terme	111,174	105,861	104,108	103,217	102,105	105,473	100,862	102,074	103,818	1,7%	1,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	51,598	48,686	47,905	51,334	50,895	53,073	53,268	54,729	55,870	9,8%	2,1%
Livrets ordinaires	41,256	38,122	41,270	44,291	43,424	45,132	45,117	46,232	46,907	8,0%	1,5%
Livrets A et bleu	5,977	6,116	6,194	6,591	7,004	7,477	7,693	8,012	8,452	20,7%	5,5%
Livrets jeunes	0,428	0,405	0,405	0,406	0,425	0,405	0,401	0,424	0,432	1,6%	1,8%
Livrets d'épargne populaire								0,016			
CODEVI					0,005	0,010	0,006	0,002	0,005	6,6%	155,4%
Comptes d'épargne logement	0,022	0,037	0,037	0,037	0,038	0,049	0,051	0,043	0,074	96,1%	71,3%
Placements indexés sur les taux du marché	59,576	57,175	56,203	51,883	51,210	52,400	47,595	47,344	47,948	-6,4%	1,3%
Dépôts à terme	58,477	56,076	55,089	50,772	50,079	51,269	46,531	46,210	46,814	-6,5%	1,3%
Bons de caisse	1,099	1,099	1,114	1,110	1,131	1,131	1,063	1,134	1,134	0,3%	0,0%
Titres de créances négociables											
OPCVM monétaires				0,001							
Epargne à long terme	18,645	25,252	26,166	28,365	29,529	30,437	31,467	30,336	30,913	4,7%	1,9%
Plans d'épargne logement	2,253	2,364	2,367	2,529	2,799	2,772	2,663	2,594	2,742	-2,0%	5,7%
Plans d'épargne populaire											
Autres comptes d'épargne											
Actions						0,001	0,043	0,041	0,052		26,8%
Obligations			0,001	0,001	0,001						
OPCVM non monétaires	5,126	5,291	4,593	5,075	5,161	5,529	5,884	4,582	4,640	-10,1%	1,3%
Contrats d'assurance-vie	11,266	17,597	19,205	20,760	21,568	22,135	22,876	23,119	23,479	8,9%	1,6%
TOTAL	209,641	195,120	190,501	197,720	208,451	191,809	187,394	189,684	201,811	-3,2%	6,4%

3. L'endettement des agents économiques

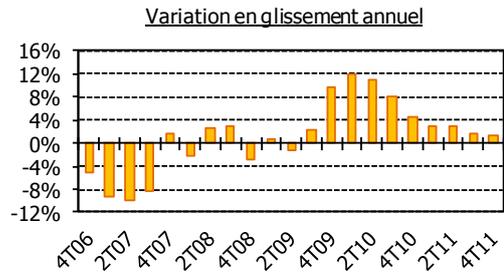
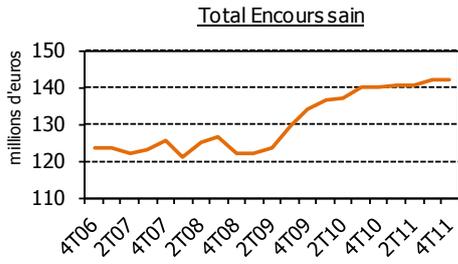
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 an	1 trim
Entreprises	34,347	34,726	36,286	37,103	35,024	35,734	36,897	37,434	36,387	3,9%	-2,8%
Crédits d'exploitation	6,066	7,622	8,316	9,108	6,908	7,391	9,556	9,708	8,296	20,1%	-14,5%
Créances commerciales	0,050	0,025	1,678	2,166	0,515	0,808	2,801	3,475	2,287	344,2%	-34,2%
Crédits de trésorerie	3,641	3,542	1,442	2,259	2,874	2,008	1,933	1,499	1,974	-31,3%	31,7%
dont entrepreneurs individuels	0,368	0,355	0,091	0,172	0,002	0,154	0,076	0,065	0,056		-14,3%
Comptes ordinaires débiteurs	2,375	4,055	5,196	4,682	3,519	4,575	4,822	4,734	4,035	14,7%	-14,8%
Affacturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits d'investissement	28,281	27,104	27,557	27,367	27,495	27,551	26,547	26,952	27,324	-0,6%	1,4%
Crédits à l'équipement	28,281	27,104	27,557	27,367	27,495	27,551	26,547	26,952	27,324	-0,6%	1,4%
dont entrepreneurs individuels	1,582	2,349	1,529	1,584	1,574	1,577	1,492	1,486	1,265	-19,6%	-14,9%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,413	0,628	0,621	0,792	0,794	0,775	0,767	23,5%	-1,0%
Autres crédits	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Ménages	75,555	75,853	75,264	76,975	79,352	79,324	80,428	81,637	82,722	4,2%	1,3%
Crédits à la consommation	13,449	13,530	13,320	12,829	13,734	13,682	14,109	14,227	13,924	1,4%	-2,1%
Crédits de trésorerie	11,870	11,934	11,724	12,303	13,315	13,219	13,492	13,732	13,524	1,6%	-1,5%
Comptes ordinaires débiteurs	1,521	1,596	1,596	0,526	0,369	0,413	0,568	0,448	0,354	-4,1%	-20,9%
Crédit-bail	0,058	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,047	0,046		-2,9%
Crédits à l'habitat	62,106	62,323	62,027	64,067	65,617	65,633	66,319	67,410	68,798	4,8%	2,1%
Autres crédits	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Collectivités locales	23,686	25,184	24,281	25,350	24,928	24,440	22,374	21,971	21,996	-11,8%	0,1%
Crédits d'exploitation	1,112	0,001	0,001	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits de trésorerie	1,100	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,500		
Comptes ordinaires débiteurs	0,012	0,001	0,001	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits d'investissement	20,153	22,762	21,860	22,929	22,507	22,019	20,524	20,121	19,837	-11,9%	-1,4%
Crédits à l'équipement	20,153	22,762	21,860	22,929	22,507	22,019	20,524	20,121	19,837	-11,9%	-1,4%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Autres crédits	2,421	2,421	2,421	2,421	2,421	2,421	1,850	1,850	1,659	-31,5%	-10,3%
Autres agents de CCB non ventilés	0,477	0,769	1,024	0,537	0,884	0,927	1,023	1,113	0,878	-0,7%	-21,1%
Total encours sain	134,065	136,532	136,855	139,966	140,187	140,425	140,722	142,156	141,982	1,3%	-0,1%
Créances douteuses brutes	13,162	12,511	12,116	11,346	11,216	11,658	10,931	11,167	9,935	-11,4%	-11,0%
Créances douteuses nettes	3,903	3,392	3,015	2,772	2,866	3,886	3,686	3,721	2,671	-6,8%	-28,2%
dont entreprises	2,854	2,774	2,235	2,880	2,400	3,513	3,306	3,469	2,416	0,7%	-30,4%
dont ménages	1,046	0,617	0,779	0,652	0,466	0,372	0,380	0,452	0,256	-45,1%	-43,4%
Provisions	9,259	9,119	9,102	8,574	8,350	7,773	7,272	7,446	7,264	-13,0%	-2,4%
Total encours brut	147,227	149,043	148,971	151,312	151,404	152,084	151,653	153,322	151,918	0,3%	-0,9%
Taux de créances douteuses	8,9%	8,4%	8,1%	7,9%	7,4%	7,7%	7,2%	7,3%	6,5%	-0,9 pt	-0,8 pt
Taux de provisionnement	70,3%	72,9%	75,1%	75,9%	74,4%	66,7%	66,5%	66,7%	73,1%	-1,3 pts	+6,4 pts

Encours de crédits bruts

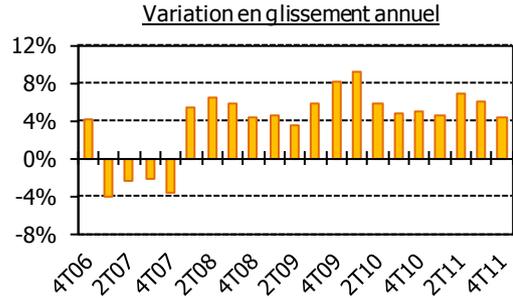
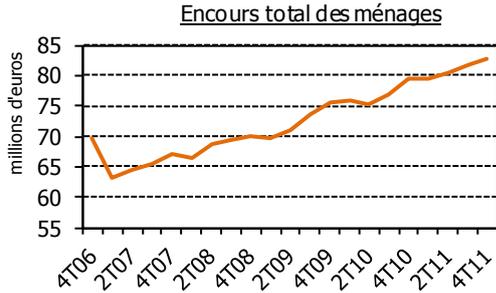


Encours de crédits sains

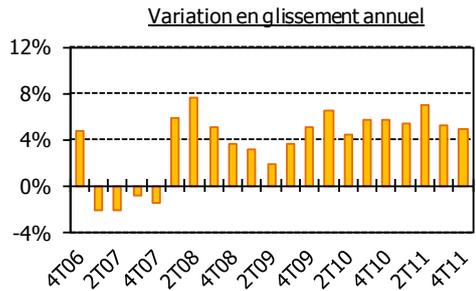
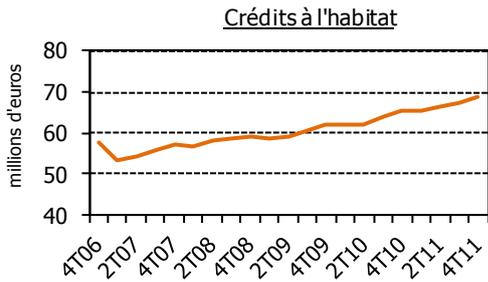


L'endettement des ménages

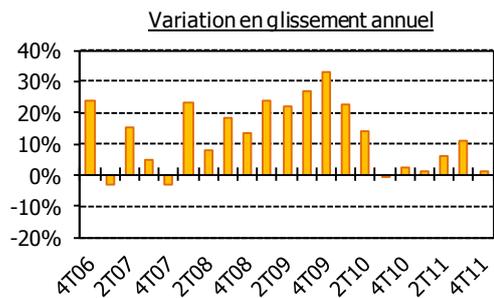
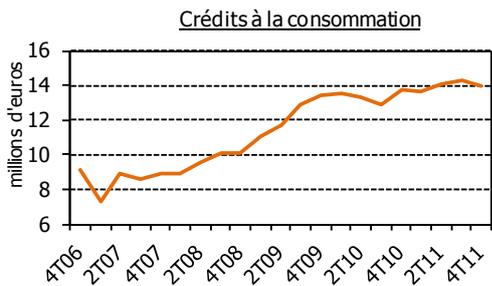
Encours de crédits sains



Crédits à l'habitat

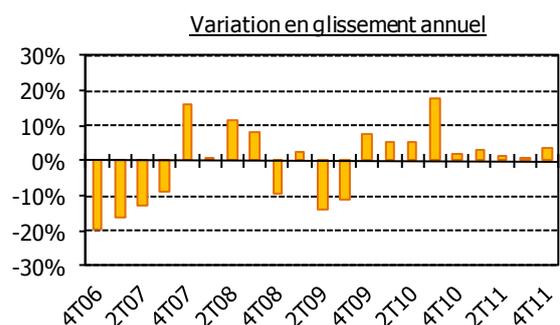


Crédits à la consommation

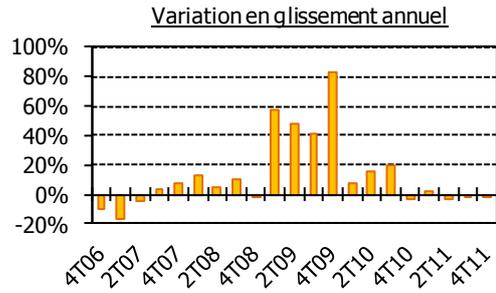
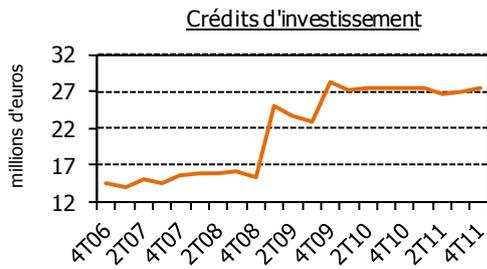


L'endettement des entreprises

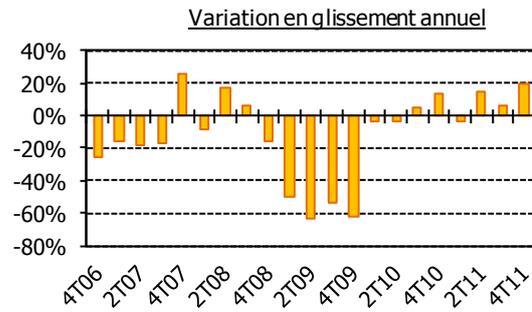
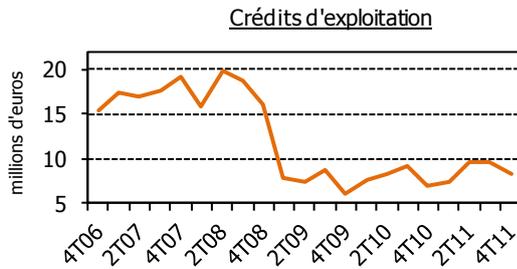
Encours de crédits sains



Crédits d'investissement

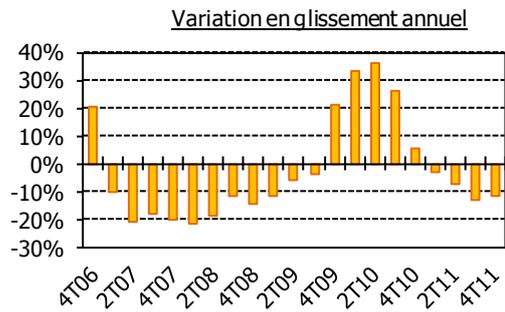
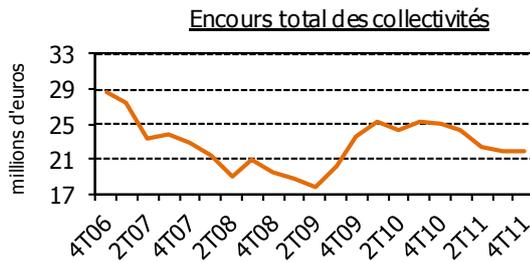


Crédits d'exploitation

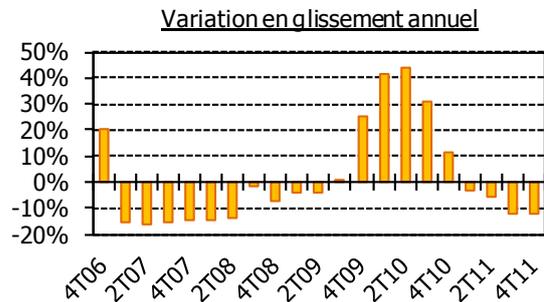
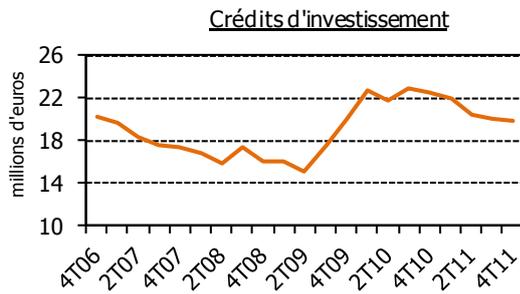


L'endettement des Collectivités locales

Encours de crédits sains



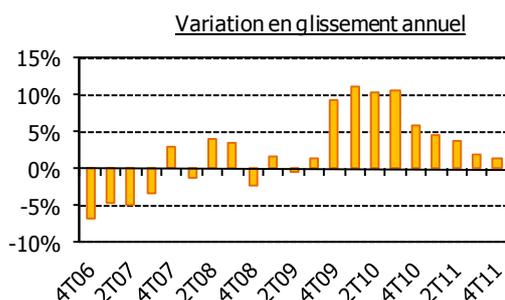
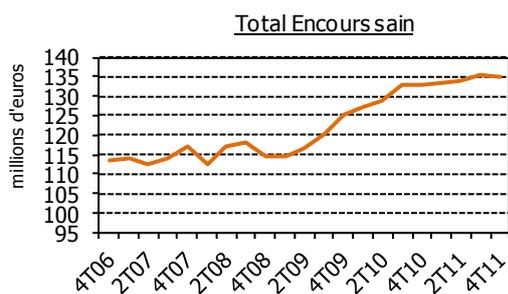
Crédits d'investissement



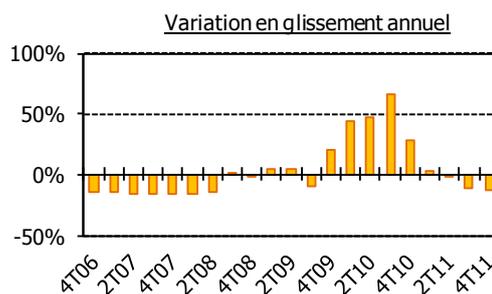
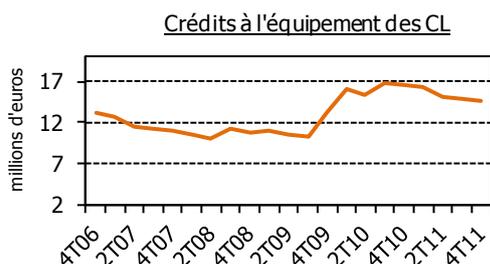
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 an	1 trim
Entreprises	33,304	32,936	34,686	35,583	33,569	34,126	35,308	35,936	35,096	4,5%	-2,3%
Crédits d'exploitation	6,066	7,622	8,316	9,108	6,908	7,391	9,556	9,708	8,296	20,1%	-14,5%
Créances commerciales	0,050	0,025	1,678	2,166	0,515	0,808	2,801	3,475	2,287	343,9%	-34,2%
Crédits de trésorerie	3,641	3,542	1,442	2,259	2,874	2,008	1,933	1,499	1,974	-31,3%	31,7%
dont entrepreneurs individuels	0,368	0,355	0,091	0,172	0,163	0,154	0,076	0,065	0,056	-65,6%	-14,3%
Comptes ordinaires débiteurs	2,375	4,055	5,196	4,682	3,519	4,575	4,822	4,734	4,035	14,7%	-14,8%
Affacturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits d'investissement	27,238	25,314	25,957	25,847	26,040	25,943	24,958	25,454	26,033	0,0%	2,3%
Crédits à l'équipement	27,238	25,314	25,957	25,847	26,040	25,943	24,958	25,454	26,033	0,0%	2,3%
dont entrepreneurs individuels	1,460	2,228	1,529	1,461	1,453	1,419	1,336	1,332	1,239	-14,7%	-7,0%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,413	0,628	0,621	0,792	0,794	0,775	0,767	23,4%	-1,0%
Autres crédits	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Ménages	74,945	75,225	75,142	76,869	79,275	79,248	80,398	81,563	82,649	4,3%	1,3%
Crédits à la consommation	13,249	13,301	11,955	12,802	13,734	13,682	14,109	14,227	13,924	1,4%	-2,1%
Crédits de trésorerie	11,670	11,705	11,521	12,276	13,315	13,219	13,492	13,732	13,524	1,6%	-1,5%
Comptes ordinaires débiteurs	1,521	1,596	0,435	0,526	0,369	0,413	0,568	0,448	0,354	-4,0%	-20,9%
Crédit-bail	0,058	0,000	0,000	0,000	0,051	0,050	0,048	0,047	0,046	-10,5%	-2,9%
Crédits à l'habitat	61,696	61,924	63,187	64,067	65,540	65,566	66,244	67,336	68,725	4,9%	2,1%
Autres crédits	0,000	0,000	0,000	0,000							
Collectivités locales	16,639	18,432	17,909	19,341	19,144	18,887	17,023	16,768	16,301	-14,8%	-2,8%
Crédits d'exploitation	1,112	0,001	0,000	0,000	0,000						
Crédits de trésorerie	1,100	0,000	0,000	0,000							
Comptes ordinaires débiteurs	0,012	0,001	0,000	0,000	0,000						
Crédits d'investissement	13,106	16,010	15,488	16,920	16,723	16,466	15,173	14,918	14,642	-12,4%	-1,8%
Crédits à l'équipement	13,106	16,010	15,488	16,920	16,723	16,466	15,173	14,918	14,642	-12,4%	-1,8%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000							
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000							
Autres crédits	2,421	2,421	2,421	2,421	2,421	2,421	1,850	1,850	1,659	-31,5%	-10,3%
Autres agents et CCB non ventilés	0,477	0,767	1,022	0,938	0,884	0,927	1,023	1,113	0,878	-0,6%	-21,1%
Total encours sain	125,365	127,360	128,759	132,732	132,871	133,188	133,707	135,381	134,923	1,5%	-0,3%
Créances douteuses brutes	12,961	12,312	12,312	11,292	11,164	11,631	10,931	11,167	9,935	-11,0%	-11,0%
Créances douteuses nettes	3,702	3,193	3,193	2,718	2,814	3,859	3,659	3,721	2,671	-5,1%	-28,2%
dont entreprises	2,653	2,575	2,575	2,067	2,348	3,486	3,279	3,469	2,416	2,9%	-30,4%
dont ménages	1,046	0,617	0,617	0,652	0,466	0,372	0,380	0,452	0,256	-45,1%	-43,4%
Provisions	9,259	9,119	9,119	8,574	8,350	7,773	7,272	7,446	7,264	-13,0%	-2,4%
Total encours brut	138,326	139,673	140,553	143,623	144,036	144,820	144,638	146,547	144,859	0,6%	-1,2%
Taux de créances douteuses	10,1%	8,8%	8,4%	8,3%	7,8%	8,0%	7,6%	7,6%	6,9%	-0,9 pt	-0,7 pt
Taux de provisionnement	59,8%	74,1%	77,2%	71,1%	74,8%	66,8%	66,5%	66,7%	73,1%	-1,7 pt	+6,4 pts

Encours total de crédits sains



Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales

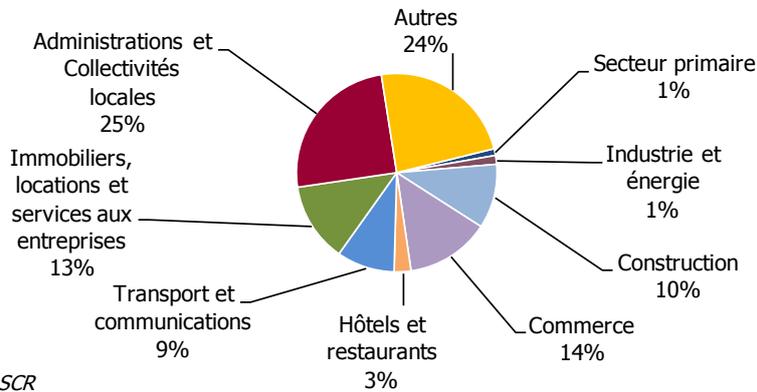


4. Les engagements bancaires

4.1 Les engagements sectoriels

Répartition des risques par secteur (%)

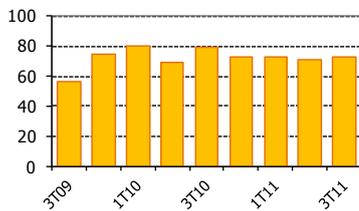
Répartition des encours déclarés par secteur en septembre 2011



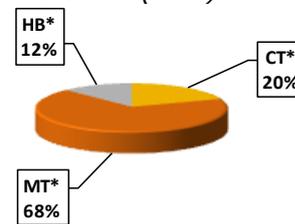
Source: SCR

Evolution globale des risques déclarés au SCR

En millions d'euros

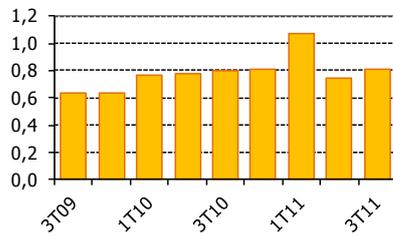


Structure (en %)

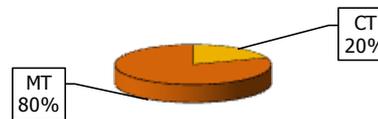


Secteur primaire

En millions d'euros

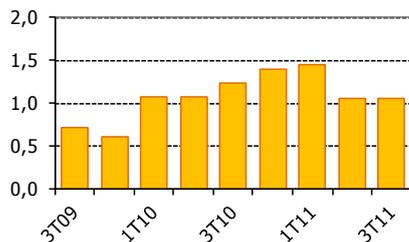


Structure (en %)

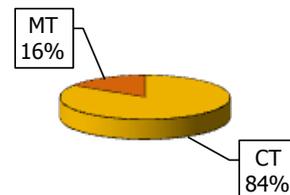


Industrie et énergie

En millions d'euros

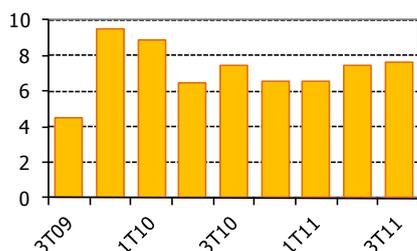


Structure (en %)

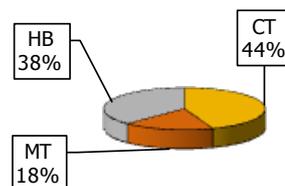


Construction

En millions d'euros



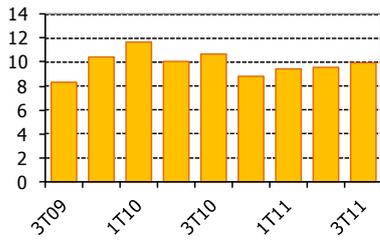
Structure (en %)



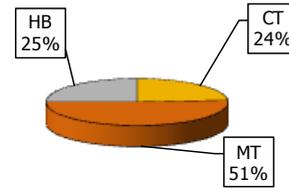
* CT : Court Terme ; MT : Moyen Terme ; CB : Crédit Bail ; HB : Hors Bilan

Commerce

En millions d'euros

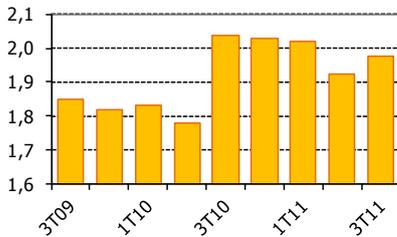


Structure (en %)

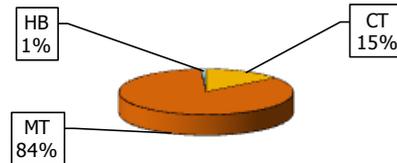


Hôtels et restaurants

En millions d'euros

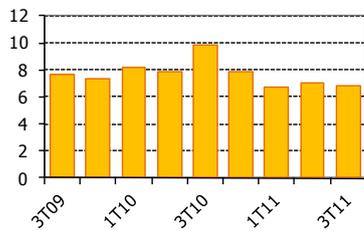


Structure (en %)

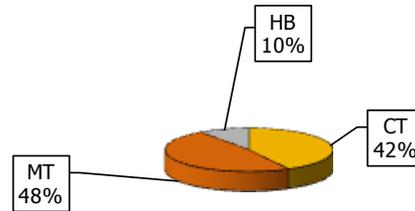


Transport et communication

En millions d'euros

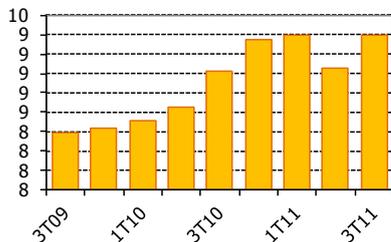


Structure (en %)

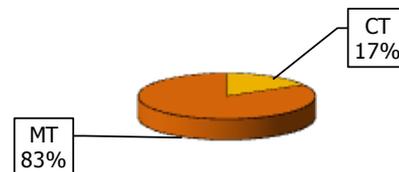


Immobiliers, locations et services aux entreprises

En millions d'euros

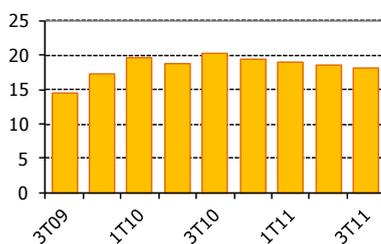


Structure (en %)

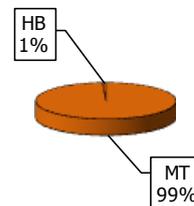


Administrations et Collectivités locales

En millions d'euros

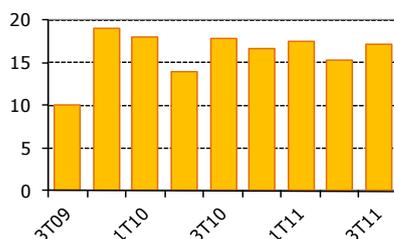


Structure (en %)

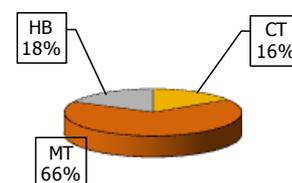


Autres secteurs d'activités

En millions d'euros



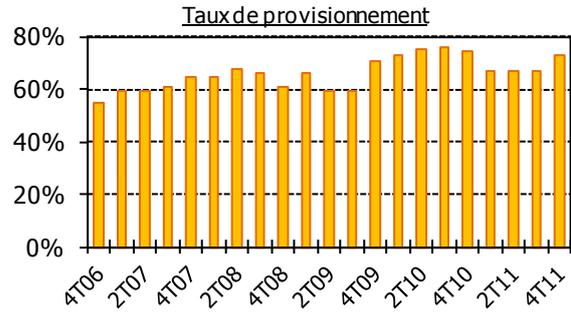
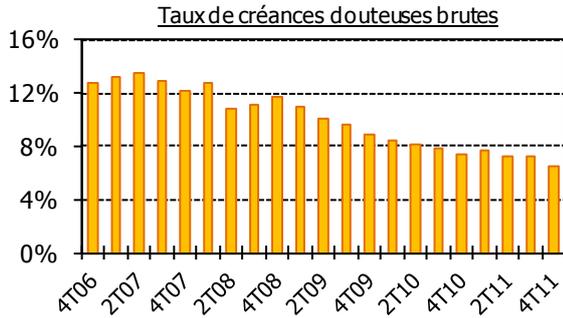
Structure (en %)



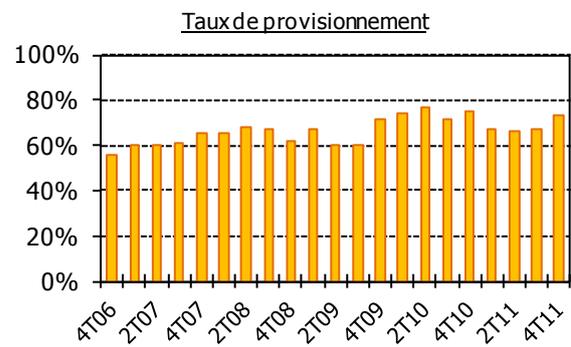
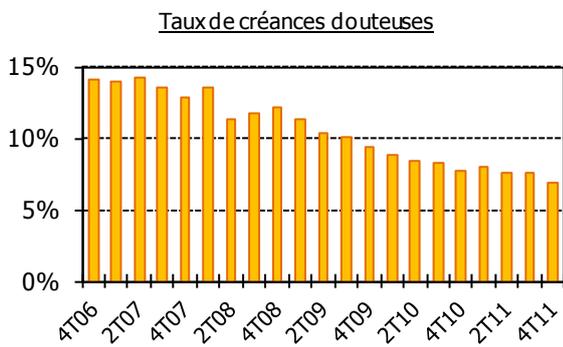
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

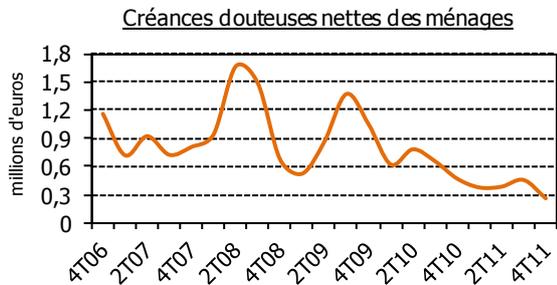


Etablissements de crédit locaux

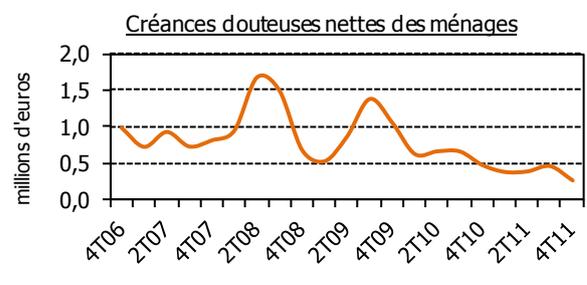


La vulnérabilité des ménages

Ensemble des établissements de crédit

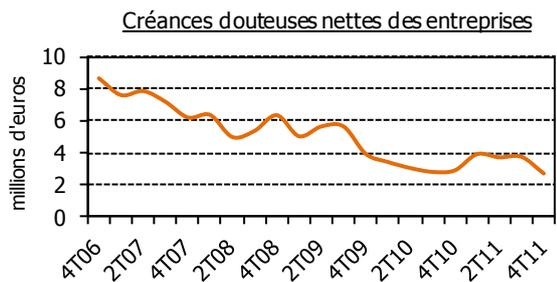


Etablissements de crédit locaux

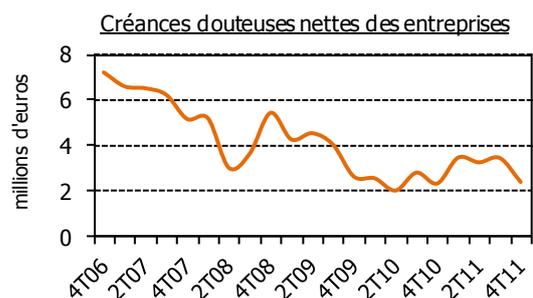


La vulnérabilité des entreprises

Ensemble des établissements de crédit



Etablissements de crédit locaux



5. Rappel des taux

5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (14/12/2011)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (14/12/2011)	0,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (14/12/2011)	1,75%

TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE

Livrets A et bleu : 2,25%	LDD* : 2,25%	LEP : 2,75%	PEL** : 2,50%	CEL* : 1,50%
---------------------------	--------------	-------------	---------------	--------------

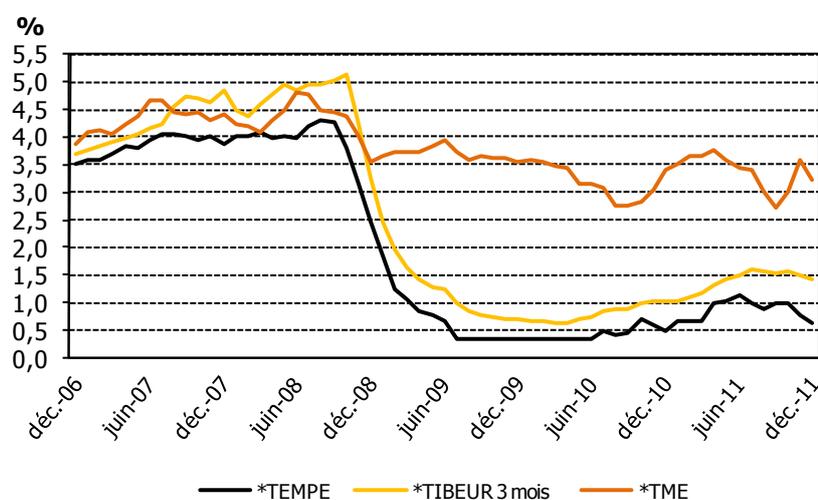
*Livret de développement durable (ex CODEVI)

**hors prime d'Etat

TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL

Année 2012 (J.O. du 08/02/12)	0,71%
Année 2011 (J.O. du 03/02/11)	0,38%

5.2 Principaux taux de marché



*TEMPE : taux européen moyen pondéré en euro ; TIBEUR : taux interbancaire offert en euro
*TME : Taux moyen des emprunts d'Etat sur 1 an

5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Plafond de l'usure applicable sur la période

Catégorie		1T11	2T11	3T11	4T11	1T12
PARTICULIERS	Prêts immobiliers					
	- Prêts à taux fixe	5,51%	5,61%	5,97%	6,23%	6,24%
	- Prêts à taux variable	4,96%	5,01%	5,33%	5,61%	5,83%
	- Prêts relais	5,88%	5,99%	6,07%	6,28%	6,43%
	Autres prêts					
	- Prêts ≤ 1 524 € (*)	21,31%	21,47%	21,41%	21,03%	20,65%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	19,67%	19,53%	19,37%	19,27%	19,15%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	7,77%	8,03%	11,22%	12,76%	13,98%	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	13,77%	13,77%	13,88%	13,84%	13,80%

A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

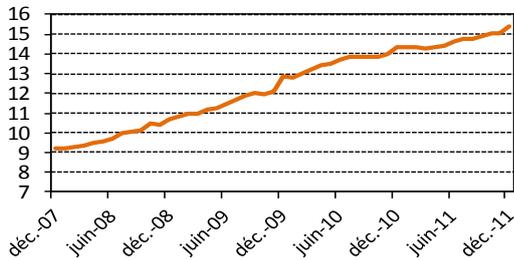
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6. Monnaie fiduciaire

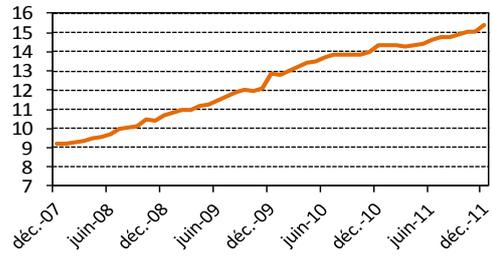
6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (*)

En millions d'euros

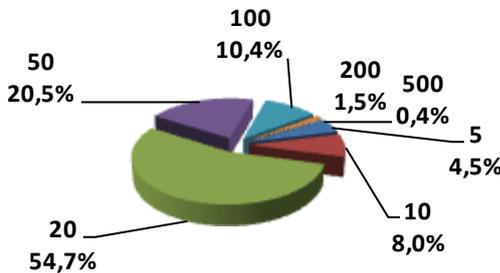


En milliers d'unités

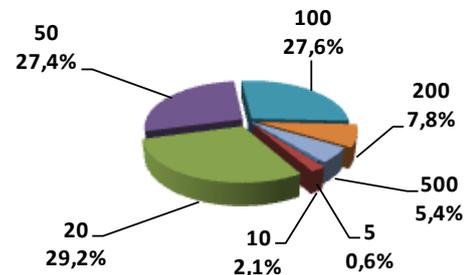


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de billets au 31 décembre 2011

Répartition en volume



Répartition en valeur

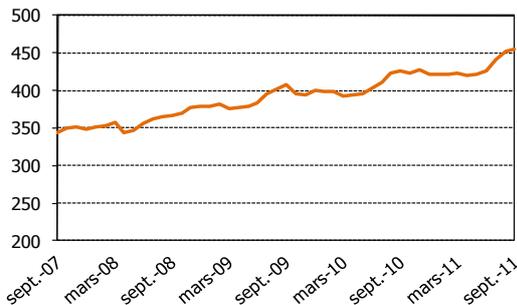


(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

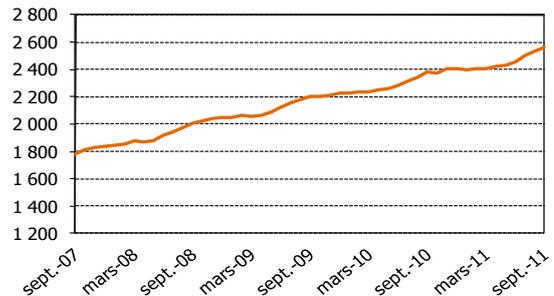
6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (*)

En milliers d'euros

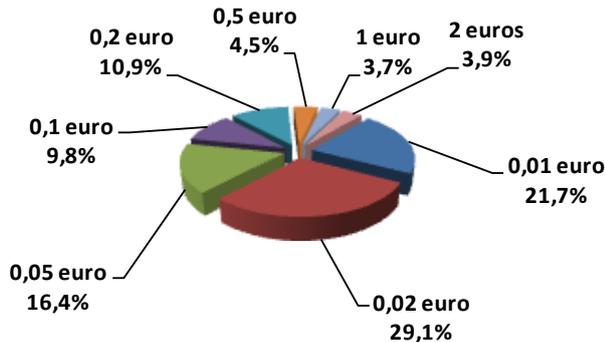


En milliers d'unités

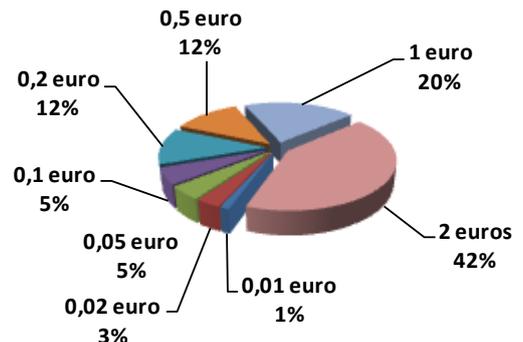


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces au 31 décembre 2011

Répartition en volume



Répartition en valeur



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émis et les pièces retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

M. Nicolas MACQUERON

M. Fabrice DUFRESNE

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : M. Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : M. Fabrice DUFRESNE
Edition : IEDOM
Dépôt légal : Mars 2012 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

22, place du Général de Gaulle
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site Internet : www.iedom.fr
